

Initiatives ministérielles

tique devrait, une bonne fois pour toutes, décider s'il veut, oui ou non, discuter du projet de loi.

Le président suppléant (M. Paproski): Oui, je crois que la Présidente occupant le fauteuil à ce moment avait décidé que le député d'Okanagan—Similkameen—Merritt disposerait d'une période de questions et commentaires à la condition qu'il soit à son fauteuil lorsque le débat sur ce projet de loi reprendrait. Ce débat a repris hier et le député n'était pas à son fauteuil. Par conséquent, il perd le droit à la période de questions et commentaires et j'accorde la parole au député de Yorkton—Melville pour la reprise du débat.

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, je veux dire quelques mots sur la TPS à l'étape de la deuxième lecture. Je commencerai par engager les ministériels de l'arrière-ban à écouter leurs électeurs. Nous vivons en démocratie et il me semble qu'en régime démocratique, nous devons faire connaître à la Chambre le point de vue des gens qui nous ont élus.

Je sais que nous devons parfois faire ce que nous dicte notre conscience quand certains principes moraux sont en jeu, et je parle, en l'occurrence, de questions comme la peine capitale, l'avortement et ainsi de suite. Mais quand il s'agit d'une mesure fiscale fondamentale, je suis sûr que les députés d'en face comprennent qu'ils doivent, dans la mesure de leurs moyens, faire état de ce disent leurs électeurs.

Je vois que mon collègue d'Edmonton est déjà sur ses pieds prêt à intervenir. Sa conscience le tourmente. Je sais que les habitants d'Edmonton sont massivement contre la TPS, et c'est pour cette raison notamment que le député arrive maintenant bon quatrième dans sa circonscription d'après les sondages. Je suis sûr qu'il souhaite intervenir au nom des gens qu'il représente.

Cela faisait longtemps que je n'avais vu une opposition aussi écrasante contre une mesure du gouvernement. J'ai remarqué que dans le sondage Gallup effectué il y environ une semaine, 56 p. 100 des électeurs qui ont voté pour le Parti conservateur, en novembre 1988, sont maintenant contre la TPS, et qu'ils manifestent leur opposition très énergiquement, très clairement et très efficacement. À mon avis, il est grand temps que les députés conservateurs, à part deux ou trois très courageuses exceptions, commencent à nous faire connaître le point de vue de leurs électeurs.

Manifestement, les chambres de commerce doivent savoir dans quelle mesure cela touche les entreprises du pays. Le Conseil canadien du commerce de détail doit sûrement savoir de quoi il parle lorsqu'il affirme que cette taxe entraînera des dépenses administratives supplémentaires de plusieurs millions de dollars par année. Il est évident que les agriculteurs du pays ne font pas des affirmations gratuites lorsqu'ils prétendent que la taxe et l'accroissement de la paperasserie qui s'ensuivra leur coûtera des millions de dollars par année. Les syndicats ont certes de bonnes raisons d'affirmer que cela fera augmenter le coût de la vie et aura des répercussions négatives pour leurs membres. Manifestement, les associations des gens à faible revenu doivent savoir de quoi elles parlent lorsqu'elles disent que cette taxe frappera surtout les pauvres et les Canadiens à faible revenu.

Enfin, je suis persuadé que les députés conservateurs ayant un tant soit peu d'intelligence et d'expérience doivent savoir que leurs électeurs les invitent à s'opposer vivement et clairement à cette taxe qui frappera durement les Canadiens. Il y a bien des personnes intelligentes parmi les ministériels.

Je prends, par exemple, mon collègue de Lethbridge, un conservateur de longue date, qui siège dans cette enceinte depuis fort longtemps. Voilà un homme qui n'a pas peur de ses opinions et qui a beaucoup d'admiration pour son premier ministre, en Alberta. Il admire vivement Don Getty et Dick Johnston, le Trésorier de la province. Je sais qu'avant la fin du mois, il va se joindre à d'autres députés de l'Alberta et s'opposer à la taxe sur les produits et services, car il veut représenter les Albertains dans cette enceinte. Il a une admiration sans bornes pour le premier ministre de sa province, pour la tradition de son parti et, bien entendu, pour ses électeurs. Il craint également vivement la réaction de ces derniers s'il ne s'oppose pas à la taxe. C'est pourquoi je m'attends à ce qu'il s'élève clairement et avec vigueur contre cette taxe qui, selon le président du comité des finances lui-même, ne sert qu'à rouler les gens.

Je sais bien que certains députés de l'Ontario n'auront pas des objections aussi vives. Le député de Cambridge vient d'une circonscription où l'on retrouve beaucoup plus de Canadiens nantis. Il y a là des exportateurs et des fabricants dont certains souscrivent à cette taxe. Cependant, j'invite mes collègues albertains en particulier à